

Microfinance, surendettement et suicides de femmes

La crise actuelle du microcrédit dans l'Inde et les suicides de femmes, sont l'aboutissement du surendettement mis en place par le grand capital pour maintenir dans l'asservissement gouvernements et populations du tiers monde depuis 50 ans. Un outil essentiel de la conquête. Après le retrait des armées d'occupation et les indépendances proclamées, la question était : comment assurer la continuité de l'extractivisme des ressources naturelles qui avait fait la fortune des pays européens mais surtout de leurs capitalistes depuis 5 siècles ? Sans le maintien de l'importation des minerais, pétrole et produits agricoles à des prix si bas qu'il faut plutôt parler de pillage que d'achat, bien peu des grandes sociétés occidentales auraient pu continuer à générer les fortunes incroyables que détiennent leurs actionnaires aujourd'hui. La transformation de ces matières premières exclusivement au nord et la vente de biens de consommation de masse qui en sont issus sont à l'origine de la pauvreté d'un côté et de la surconsommation et du gâchis de l'autre : injustice sociale et désastre environnemental.

L'instauration du système dette dès les premiers jours des indépendances, les assassinats des élus démocrates et la corruption des autres ont maintenu ces pays enchaînés en pérennisant le pouvoir exorbitant du nord sur le sud. Pour rembourser ces dettes majoritairement illégitimes les pays les moins développés ont été contraints de poursuivre l'exportation de matières premières non transformées et de maintenir leurs peuples à travailler pour des prix de journées incapables de nourrir leur famille décemment. Depuis les indépendances, la libéralisation imposée par le trio FMI-BM-OMC a entraîné : la disparition des barrières douanières protégeant les petits producteurs face aux mastodontes et aux produits subventionnés du nord, les privatisations à vil prix des grandes entreprises publiques et la liberté de circulation des capitaux avec le libre rapatriement des bénéficiaires. Ces mesures ont chroniquement affaibli les états du sud et appauvri leurs populations. Or la croissance du PIB (produit intérieur brut) - 5% en Afrique voire 8% pour l'Inde - tant vanté par les adeptes de l'économie libérale, ne rend pas compte de la réalité vécue par la majorité de ses habitants. Pour avoir une idée du Revenu National Brut (RNB),

celui qui va rester dans le pays pour y être réparti, il faut déduire des chiffres du PIB dont on nous rabat les oreilles, les revenus nets versés à l'étranger. Sans taxes douanières et après privatisation internationale de l'exploitation des ressources naturelles, avec des ETN (entreprises transnationales) quasiment pas taxées, ce qui reste du PIB pour faire fonctionner les services publics de santé, d'éducation et les investissements dans les infrastructures est extrêmement faible.

Avec de nouveaux prêts, les institutions financières internationales les ont poussé à rembourser des dettes odieuses, qui n'ont jamais servi aux investissements et au développement de leurs pays, mais plutôt à corrompre leurs décideurs et à enrichir les transnationales s'arrogeant les marchés publics locaux. Ainsi, la dérégulation économique, qualifiée du mot « Consensus » de Washington par les plus forts, a été imposée au forceps financier aux plus faibles, délicatement nommé plan d'ajustement structurel. Elle a permis de maintenir le tiers-monde dans le sous-développement. Car, en plus d'exporter de plus en plus de matières premières dont les prix baissaient, ces pays devaient exporter une partie importante des devises obtenues pour tenter de sortir du surendettement. Le libre échange avec concurrence faussée et étranglement des dépenses entraînant le sous financement des services publics leur a été imposé par le trio FMI-BM-OMC. Le but affiché : doper l'économie et dégager les sommes ponctionnées dans le budget pour rembourser les créanciers majoritairement étrangers. En réalité, la fin cachée, et la réalité le prouve, a été le développement des profits d'une petite oligarchie financière internationale au détriment de celui de la justice sociale et du bonheur des peuples. C'est ce que vivent les populations du nord depuis quelques années. Pour faire face au surendettement organisé des états, renforcé depuis peu par le sauvetage des banques, les gouvernements réduisent lourdement les dépenses publiques en préparant en sous main leurs privatisations. Le FMI et l'OMC sont devenus presque aussi influents sur les politiques du nord que sur celles du sud.

Si faim et pauvreté ont reculé dans la Chine capitaliste et dictatoriale, plus de la moitié des humains vivent encore en 2011 dans une très grande pauvreté, (moins de 2 dollars par jour) sans parler des affamés dont le nombre va de nouveau augmenter avec la montée insupportable des cours des céréales en ce début d'année.

Depuis longtemps, pour s'entraider en cas de problèmes graves et assurer la sécurité de leur famille, les femmes ont su créer des tontines en Afrique ou des groupes de protections et de crédits en Inde. Ces diverses formes de microfinance mutualiste se sont construites sur des bases populaires et autonomes. Elles offraient un réel début d'indépendance aux femmes et leurs permettaient d'échapper aux prêteurs privés pratiquant des taux d'intérêts usuraires pouvant aller jusqu'à 5% par jour dans les cas ultimes, spécifiquement en Inde.

C'est bien l'extrême pauvreté du Bangla Desh, résultat d'un partage de plus en inégal des bien communs de la planète qui a permis à la Grameen Bank de se créer comme institution de microcrédit et de grandir aussi rapidement. L'intention était socialement intéressante, mais comment imaginer qu'en prêtant des sommes d'argent minimales à des femmes on va lutter contre la pauvreté globale dont les causes sont exogènes. Surtout quand les frais de remboursement sont 5 à 10 fois plus élevés qu'en Europe. Les chercheurs Roesch, Servet, Guérin et Morvant écrivent dans Le Monde du 13.12.2010 à propos du sud de l'Inde : « *Nos recherches établissent que les taux des prêteurs privés (...) les plus fréquents sont autour de 3 à 5 % par mois (soit 36 à 60% par an) (...) le taux effectif est très proche de celui des IMF (institutions de microfinance) actuellement sur la sellette.* » Ce qui contredit la communication des IMF qui ont toujours mis en avant le plus bas niveau de leurs taux par rapport aux prêteurs privés qu'elles qualifient volontiers d'usuriers. La réussite de Muhammad Yunus, créateur de la Grameen Bank, a encouragé les grands organismes financiers de la planète à creuser ce filon en finançant ou créant d'autres agences de microcrédit. « *...investir dans une institution de microfinance donne une rentabilité des capitaux propres de plus de 20 %, un remboursement des prêts à 99 % et tout cela en permettant aux pauvres, et en particulier aux femmes, de créer leurs propres entreprises (...)* Toutes nos enquêtes montrent que 90 % de la population d'Andhra Pradesh en Inde est endettée et ne survit qu'en passant d'un crédit à l'autre. Les familles prennent du crédit auprès des IMF non parce qu'elles ont "confiance" mais parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement. Elles remboursent à 100 % non par "confiance" mais parce qu'elles ont besoin de renouveler le crédit pour vivre. Très souvent elles prennent un crédit pour rembourser un autre. » En langage financier cela s'appelle de la cavalerie, c'est une spirale infernale dont on ne peut jamais sortir. Elle est par contre très profitable aux prêteurs. C'est exactement

ce qui est arrivé aux PED après la grande crise de la dette des années 80. L'emprunteur se trouvant contraint de rembourser deux créanciers différents pour la même somme empruntée, risque de doubler les intérêts à payer. Quand les prêteurs, institutionnels ou privés, ne contrôlent pas le niveau d'endettement d'une femme indienne avant de lui octroyer un nouveau prêt qui, comme les précédents n'est pas destiné à un investissement productif mais tout simplement à faire face à un état de pauvreté insupportable, la vanne du surendettement est ouverte et le flot des drames qui vont en découler sera impossible à endiguer sans une aide extérieure ou une intervention de l'Etat. La pression insupportable des agents de certaines IMF sur de nombreuses femmes indiennes, déjà dans l'impasse du surendettement, ne peut que les pousser au suicide. *« C'est la première fois qu'un parti politique appelle au non-remboursement et cet appel vise plus particulièrement les deux plus grosses et plus connues institutions de microfinance d'Inde : SKS et Spandana. Elles sont accusées de pratiquer des taux d'intérêt "usuraires" et de pousser au suicide les pauvres femmes qui n'arrivent pas à rembourser. (...) Depuis des années, le microcrédit est présenté comme destiné à financer la création de micro-entreprises par des familles pauvres. Des recherches approfondies sur l'utilisation du crédit et le mode de gestion de ces crédits, notamment par une équipe IRD - Cirad ont mis en évidence que près de huit prêts sur dix sont utilisés comme crédits à la consommation, pour des dépenses de santé, pour l'habitat ou pour des dépenses d'éducation. »* LEMONDE.FR | 15.11.10 Libération titre le 10.02.11 : *« Chez les paysans indiens, le surendettement tue »* 17.000 d'entre eux se sont suicidés en 2009, depuis 10 ans plus de 150.000. Si les IMF ne sont pas directement en cause, les marchands qui vendent à crédit engrais, pesticides et semences hybrides aux paysans pratiquent eux aussi une forme de microcrédit. Et celui qui subit une mauvaise récolte, due à des dérèglements climatiques ou d'autres causes imprévues comme des attaques d'insectes sur le coton OGM, ne peut rapidement plus s'en sortir avec des semences de plus en plus chères qu'il doit racheter chaque année à son marchand ainsi que les intrants chimiques dont les prix augmentent avec celui du pétrole.

Depuis les injonctions du FMI dans les années 90 pour une dérégulation financière en Inde, les banques agricoles publiques ont disparu. De nombreux mouvements altermondialistes soutiennent le passage vers une agroécologie moderne, sans intrants chimiques, avec des semences paysannes échangées comme cela se faisait

depuis des millénaires. Ce qui est une part de la revendication pour la souveraineté alimentaire. Par fierté et pour délivrer leurs familles enchaînées par des dettes impayables, le paysan indien -souvent en avalant un pesticide qui a causé sa perte- ou la femme indienne préfèrent mettre fin à leurs jours. En France, où plus d'un paysan se suicide chaque jour, le surendettement est la cause prépondérante même si elle n'est pas la seule.